

Medical Reform Group

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

En tant que fournisseurs de soins de santé, nous croyons qu'il est important de reconnaître l'obligation pour les gouvernements et les collectivités de travailler en collaboration pour améliorer la productivité et la croissance économique. Le gouvernement doit faire preuve de leadership pour maintenir et améliorer les avantages qu'offre le Canada comme destination de choix pour les immigrants et pour les investisseurs en raison des avantages de notre régime de santé publique et de notre qualité de vie découlant d'un fédéralisme coopératif où les inégalités en matière de ressources sont minimisées grâce à un financement de programmes sociaux et d'entretien et de développement de l'infrastructure. En tant que contribuables, nous comprenons qu'il n'y a qu'un seul payeur, que l'argent aille dans les coffres du gouvernement fédéral, des provinces ou des territoires. Même si la prestation des services peut et doit continuer de relever des provinces, le seul moyen réaliste de maintenir l'égalité au pays est d'avoir un gouvernement fédéral qui exerce un solide leadership, de nous concentrer sur les pratiques prometteuses dans les domaines des soins de santé, de la promotion de la santé, du développement communautaire et du développement des entreprises et d'imposer des normes minimales de conformité pour que nous puissions demeurer compétitifs et pour protéger les Canadiens des aléas des difficultés économiques à l'échelle mondiale.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Au moment où la vigueur de l'économie canadienne demeure incertaine, les Canadiens comptent de plus en plus sur le leadership du gouvernement fédéral pour assurer notre stabilité. Au Canada, c'est souvent la pénurie de main-d'œuvre qualifiée qui limite la croissance économique. Les experts prévoient l'augmentation des pénuries de main-d'œuvre qualifiée dans de nombreux secteurs de l'économie, qui viendront s'ajouter aux importantes pénuries que nous connaissons déjà. La génération actuelle de travailleurs prend sa retraite tout en étant de plus en plus préoccupée par l'obligation de s'occuper des membres âgés de leur famille, qui ne jouissent pas d'un soutien adéquat. Les ressources humaines en matière de santé représentent actuellement environ 10 % de notre main-d'œuvre, y compris un nombre croissant d'industries très productives de prestation de soins de santé. C'est pourquoi le secteur des ressources humaines en santé est une composante vitale d'une économie canadienne saine. Nous recommandons de moderniser la prestation des soins de santé et des soins communautaires grâce à des investissements ciblés dans les domaines des soins à domicile et des soins palliatifs. Cela encouragera des ressources humaines qualifiées à demeurer en poste. Cela libérera également les membres des familles de la prestation de soins complexes pour qu'ils puissent continuer de contribuer efficacement au redressement de l'économie. De plus, il est essentiel d'investir dans les domaines de l'éducation et

de la formation des jeunes pour maintenir notre croissance économique. Des mesures importantes ont été prises dans les récents budgets pour appuyer la formation technique, mais il faut en faire encore davantage. Nous perdons des jeunes, tant au sens propre qu'au figuré, car ils ne sont pas en mesure de bénéficier de la formation appropriée au marché du travail d'aujourd'hui. Mettre l'accent en matière d'éducation sur les segments vulnérables de notre société, notamment les jeunes Autochtones et les jeunes qui vivent dans la pauvreté, permettra d'alléger le fardeau des services sociaux tout en créant une main-d'œuvre durable qui sera en mesure de combler les besoins d'une économie qui se débat avec des pénuries de main-d'œuvre. Des investissements ciblés dans le domaine des soins à domicile et des soins palliatifs permettront de garder des travailleurs qualifiés et le financement de la formation destinée aux employés qualifiés contribuera grandement à combler les importantes pénuries de main-d'œuvre au Canada.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Même si notre population vieillit comparativement à celle du dernier demi-siècle, principalement en raison de la diminution du taux de natalité, la majorité des personnes âgées en excellente santé continuent d'appuyer la productivité économique et la solidarité sociale. Le fardeau de la maladie n'est pas confiné aux personnes âgées, mais deviendra un problème de plus en plus pressant à moins de s'attaquer sérieusement aux facteurs qui contribuent aux maladies chroniques évitables – grâce à la promotion de modes de vie sains et d'un contrôle rigoureux de la qualité des aliments et des médicaments – des domaines qui ont toujours relevé du gouvernement fédéral. Nous sommes un pays d'immigrants et nous continuerons de dépendre de l'immigration pour compenser nos pénuries de main-d'œuvre et équilibrer notre profil démographique. Les travailleurs saisonniers temporaires peuvent relever certains de nos défis les plus immédiats, mais nous pouvons faire beaucoup plus, tant pour notre population actuelle que pour les nouveaux arrivants, si nous adoptons une stratégie d'immigration qui reconnaît le besoin d'un programme d'établissement plus exhaustif, avec des initiatives de transition ciblées et un perfectionnement éducationnel pour que les immigrants soient vraiment efficaces dans nos milieux de travail. Lorsque nous aurons investi les sommes nécessaires pour que les nouveaux arrivants s'intègrent à notre économie, nous devons continuer de les intégrer à nos collectivités, avec les droits et les responsabilités que nous partageons tous. Le déséquilibre qui existe actuellement entre les emplois disponibles et les personnes en recherche d'emplois touche en grande partie les compétences que nécessite une économie moderne comparativement à celles des travailleurs mis à pied. Un gouvernement qui voit loin devrait mettre l'accent sur l'enseignement postsecondaire pour tous et sur l'éducation continue pour les travailleurs dont les compétences sont devenues obsolètes.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Le système de soins de santé publique du Canada peut bénéficier grandement du leadership du gouvernement fédéral en matière de productivité et d'efficacité. Cela signifie qu'il faut élargir le champ d'activité des fournisseurs de soins de santé pour qu'ils exploitent leur plein potentiel. Il faut que les infirmières puissent offrir des soins de santé primaires et que les pharmaciens fassent de l'éducation sanitaires et utilisent des modèles interdisciplinaires. Même si les provinces ont abordé ces questions de façon différente, le leadership du gouvernement fédéral en faveur d'un champ d'activité élargi nous

permettra de partager ces idées avec les provinces. L'accord précédent en matière de santé constituait un bon exemple du leadership du gouvernement fédéral en établissant des priorités qui devaient être prises en compte de façon concertée par les provinces et les territoires. Il en a résulté une initiative visant les temps d'attente qui a énormément profité à tous les Canadiens. En Ontario, la stratégie sur les temps d'attente a permis des améliorations substantielles grâce à l'utilisation de la théorie des files d'attente pour certaines procédures médicales. Nous pouvons aussi appuyer les innovations au sein de notre système public de soins de santé comme le modèle de partage des soins qui permet aux spécialistes et aux médecins de famille de mieux communiquer et de maximiser leurs compétences, comme cela a été fait à Hamilton. Même si ces innovations interviennent à l'échelle locale, il importe que le gouvernement fédéral fasse preuve de leadership pour appuyer ces initiatives, tout en partageant ses idées avec les provinces et les territoires pour améliorer la productivité de façon concertée.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Les groupes les plus importants qui doivent relever des défis particuliers sont les personnes qui vivent dans la pauvreté et celles dont les perspectives d'emploi et d'éducation sont limitées. Les politiques du gouvernement ont entraîné un fossé en matière d'équité de plus en plus important au sein de la société canadienne. Ce fossé, qui entraîne des problèmes de santé physique et mentale, d'aliénation et de violence doit être comblé. Il faut mettre sur pied une stratégie nationale de réduction de la pauvreté bien pensée et intégrée. Cette stratégie devrait comprendre les éléments suivants. Nous tenons à souligner qu'un certain nombre des mesures proposées auront non seulement des avantages en matière de réduction de la pauvreté, mais également au chapitre de la création d'emplois.

- Un programme national de logements subventionnés ayant pour but de réduire, sinon d'éliminer, les problèmes d'itinérance et de logements inadéquats. Ces problèmes ont une énorme incidence sur les disparités en matière de santé, qui sont énormes selon les catégories de revenu.
- Des transferts adéquats aux provinces pour offrir des prestations suffisantes de soutien du revenu aux personnes qui bénéficient de l'aide sociale, qui sont handicapées ou qui ont besoin d'une autre forme d'aide sociale. Un soutien adéquat à cet égard pourrait avoir une grande incidence en réduisant l'augmentation de la pauvreté au sein de la société canadienne.
- Renverser la décision du gouvernement fédéral de réduire le financement des soins de santé et d'abandonner son rôle au chapitre du respect de normes élevées et uniformes en matière de soins au Canada. Les avantages des innovations en matière de soins de santé ont été énormes et continueront vraisemblablement de l'être. Lier la croissance des dépenses en matière de santé à la croissance du PIB ne fait pas plus de sens que de lier la croissance de la technologie de l'information à la croissance du PIB. Il faut investir en fonction des résultats. La santé est un déterminant clé du bien-être et même si les déterminants sociaux de la santé sont primordiaux, des soins de santé de haute qualité et équitables sont également essentiels. L'abandon par le gouvernement fédéral de son rôle en matière de soins de santé exacerbera vraisemblablement les inégalités sociales au Canada. Au niveau des soins de santé, il existe actuellement d'énormes inégalités en matière d'accès à des prescriptions et à des médicaments en vente libre. De nombreux Canadiens ne sont pas en mesure d'obtenir leurs prescriptions parce qu'ils n'ont pas les moyens de se payer leurs médicaments. Il a été largement démontré qu'un programme national d'assurance-médicaments offrirait non seulement des avantages en matière d'équité, mais également en matière d'efficacité.